

# Le patrimoine, un moteur du développement économique ?

Région

**Parfois perçu comme un fardeau financier, le patrimoine peut générer des retombées économiques. Les principaux acteurs de la cause patrimoniale en sont convaincus. Même les entreprises, via le mécénat qui est en constante progression, y trouvent un intérêt. Aujourd'hui, un projet de restauration a plus de chance d'aboutir s'il crée de l'activité autour d'un site, qu'il soit religieux, industriel, rural... Et dans la région, les exemples ne manquent pas.**

C'est un peu Notre-Dame de Paris pour l'Isère et le Loto du patrimoine lui a accordé, en septembre dernier, une dotation dont le montant va rester un moment dans les annales de la Mission Bern : 500 000 € pour l'église abbatiale de Saint-Antoine-l'Abbaye dont le chantier de restauration, estimé à plus de 5 millions d'euros, devrait reprendre en 2025.

Les partenaires (État, Région, Département et commune) ont renouvelé leur engagement financier en faveur de l'édifice. Emblématique de la région, il est aussi le théâtre d'événements culturels qui attirent des visiteurs (150 000 en 2022) et génèrent donc des ressources. Et ça, pour la Fondation du patrimoine, ça compte. C'est même une donnée essentielle.

« Face à deux dossiers d'églises en situation de péril, celui qui aura un projet d'ouverture, d'organisation de concerts ou de chantiers d'insertion, sera prioritaire, confirme Alexandre Giuglaris, directeur général de la Fondation du patrimoine. Ces dernières années, c'est une orientation que de prioriser les chantiers pour lesquels l'impact économique, social ou environnemental est le plus fort. »

Le patrimoine, levier de développement économique ? « Oui, c'est dans notre ADN, répond Alexandre Giuglaris. Pourquoi la Fondation a-t-elle soutenu la restauration de la statue de la Liberté de Roybon, commune d'à peine mille habitants ? Parce qu'elle faisait partie d'un projet d'embellissement de la place du villa-

ge, contribuant à dynamiser le commerce, à faire venir des touristes... En un mot : à booster l'activité économique. »

**« Restaurer pour restaurer, ça ne fonctionne plus aujourd'hui »**

Autre exemple d'une reconversion réussie : la réhabilitation de l'une des plus anciennes filatures de l'Isère, à Chatte. L'ambition est portée depuis plus de 20 ans par les propriétaires des lieux (lire en page 4). Lauréats de la Mission patrimoine 2023, ils ont bénéficié d'une aide de 230 000 € sur plus de deux millions d'euros de travaux qui vont pouvoir se poursuivre cette année, en vue d'ouvrir le site aux touristes. Une distinction amplement méritée pour Ingrid Caillet-Roussel, présidente de la Fédération des associations patrimoniales de l'Isère (lire en page 3) : « Restaurer pour restaurer, ça ne fonctionne plus aujourd'hui, dit-elle. Les projets doivent avoir une destination autre que celle d'une restauration pure. »

La dimension économique fait ainsi grossir les rangs des donateurs, sinon comment expliquer la progression constante du mécénat en France ? « Cela crée un effet de valorisation pour les entreprises, observe Alexandre Giuglaris. Quand on soutient le patrimoine, on soutient l'artisanat, la production de matériaux locaux, la consommation... Et puis souvent, ce sont des petites entreprises qui œuvrent



**La façade de l'abbaye de Saint-Antoine-l'Abbaye a été en partie rénovée en 2023. La restauration complète est évaluée à plus de 5 millions d'euros. Et malgré les 500 000 € d'aide accordée par le Loto du patrimoine, les travaux ne vont pas reprendre avant 2025.** Photo archives Le DL/Clément Berthet

sur les chantiers de restauration, ce sont donc des emplois non délocalisables. Et ça fait sens pour les mécènes. »

Denis Bellon, délégué départemental de la Fondation du patrimoine, est lui aussi convaincu de l'intérêt économique de tout projet, y compris religieux. Il en sait quelque chose pour défendre, depuis plus de 30 ans, la préservation d'un Prieuré, à Vizille, qui menace ruines. Non seulement les travaux d'urgence sont annoncés à l'automne prochain mais l'idée d'en faire un lieu touristique commence à susciter l'adhésion. Il rappelle d'ailleurs que « si l'État défiscalise le don à hauteur de 66 %, c'est bien parce qu'il y a une retombée économique sur le territoire. » Elle est calculée ainsi : « 1 euro de don génère environ 21 € de retombées économiques sur le territoire », lorsque le chantier aboutit, évidemment... Ce qui nécessite, encore aujourd'hui, beaucoup de temps et de moyens.

Céline Ferrero

## CHIFFRES CLÉ

### ► Au niveau national

Les ressources totales de la Fondation du patrimoine s'élèvent à 114,5 millions d'euros (M€) pour 2023 et affichent une hausse de 20,4 %. Cette croissance s'explique par un montant de collectes de dons en hausse par rapport à 2022 (+ 30 %, soit 21 M€ en 2023) dont la campagne nationale pour la sauvegarde du patrimoine religieux des petites communes de moins de 10 000 habitants (plus de 2 M€ au 31/12/2023).

Hors mécénat dédié au chantier de Notre-Dame (28,5 M€), ce montant atteint le record de 86 M€ (+ 15 % par rapport à 2022). Le nombre de bénévoles au sein de la Fondation est lui aussi en hausse (+ 7 %, soit 961).

### ► Au niveau régional

La part des ressources en Auvergne-Rhône-Alpes dépasse les 5 M€, « un record » selon la Fondation du patrimoine. Parmi ces 5 M€, 2,4 M€ sont le produit des jeux de la Mission patrimoine qui financent la restauration des projets sélectionnés dans le cadre de cette Mission ; 1,4 M€ ont été générés par les collectes de dons ; 333 000 € sont le fruit du partenariat avec le Conseil régional qui apporte des subventions aux projets publics et associatifs soutenus par la Fondation du patrimoine ; 213 500 € proviennent de mécènes nationaux (dont des grandes entreprises). Enfin, 57 appels aux dons ont été lancés et 97 labels octroyés dans la région en 2023.